

# Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 08 au 14 août 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

## Relation Mexique / États-Unis

**Les exportations automobiles mexicaines vers les États-Unis ont atteint 68,5 Mds USD au premier semestre 2019, soit une hausse de 13% (g.a.).** Ce chiffre semestriel représente un record historique tant en termes de montant qu'en termes de part de marché : les importations mexicaines représentent 36% des importations automobiles totales des États-Unis. Pour rappel, le Mexique est devenu en 2018 le sixième producteur automobile mondial, dépassant la Corée du Sud. Le secteur automobile représente 3% du PIB mexicain et 18% du PIB industriel.

## Economie

**La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit ce jeudi 15 août le taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage, passant de 8,25% à 8%.** Cette baisse intervient après 4 années de politique monétaire restrictive visant à contrôler l'inflation à  $3\% \pm 1$ . Ce changement d'orientation annonce le début d'un cycle d'assouplissement dans un contexte économique national et mondial tendu (guerre commerciale Sino-Etatsunienne, dépréciation du Yuan notamment). Avec cette décision, Banxico rejoint 12 autres Banques centrales dont la Fed ayant réduit leur taux. La prochaine réunion de la Banque centrale aura lieu le 26 septembre 2019.

**L'inflation en juillet ralentit et atteint 3,78%, son plus faible niveau depuis décembre 2016. L'indice national des prix à la consommation a augmenté de 0,38% en juillet.** Selon Alejandro Saldaña, responsable de l'analyse économique pour la banque mexicaine Ve por Más, ce bas niveau s'explique par le ralentissement de l'inflation non sous-jacente, en particulier des prix de l'énergie.

**Le secteur touristique a connu sa première baisse d'activité au premier trimestre 2019 après 8 ans de croissance, notamment suite à la baisse des dépenses des touristes mexicains.** L'indicateur a enregistré une baisse de 0,8% (g.a. désaisonnalisé) selon les chiffres de l'Institut National de Statistiques (INEGI). Les dépenses des touristes internationaux ont augmenté de 9,5% mais n'ont pas pu compenser la réduction de 2,8% des dépenses des touristes locaux, qui représentent 80% de la consommation totale. Le Ministre du tourisme a annoncé le lancement d'un plan de promotion du pays à l'international avec la création d'un site internet dédié.

**Les Indicateurs Composites Avancés (MEI en anglais) calculés par l'OCDE et mesurant le cycle économique progressent à nouveau en juin et atteignent 100,6 points, leur plus haut niveau en 2 ans et demi.** Les MEI prennent notamment en compte des indicateurs comme l'activité industrielle, les performances des entreprises cotées en bourse et le PIB.

**Hors inflation, les salaires ont enregistré une hausse jamais vue depuis 2002 entre janvier et juillet : les salaires ont augmenté de 6% sur la période.** En terme réel, une fois l'inflation retranchée, cela représente une hausse des salaires de 1,8%, légèrement au-dessus des 1,4% de la même période de 2018, soit la plus forte augmentation depuis 2002. L'augmentation du salaire minimum de 16% qui est entrée en vigueur en janvier a joué un rôle important dans cette hausse.

**L'Enquête Nationale d'Inclusion Financière (ENIF) réalisée conjointement par la Commission Nationale des Banques et des Valeurs (CNBV) et l'INEGI révèle que les travailleurs mexicains ne disposent pas assez d'argent pour épargner.** Seulement 5% des travailleurs versent volontairement de l'argent sur leur compte pour leur retraite et la majeure partie des versements aux fonds de pensions proviennent de versements à caractère obligatoire selon Bernardo Gonzalez Président de l'association des administrateurs de fonds de pensions (Amafore).

**La Bourse Mexicaine de Valeur (BMV IPC) a perdu 23% de sa valeur sur un an glissant, soit la pire chute des principales places boursières mondiales.** La place mexicaine est à son niveau le plus bas depuis 5 ans, principalement à cause de la décélération de l'économie, la guerre commerciale sino-étasunienne et l'incertitude concernant la situation de PEMEX.

**En termes de volume échangé, la BMV IPC a enregistré une baisse de 33% g.a sur les 7 premiers mois de l'année.** Le volume moyen quotidien s'est élevé à 614 M USD (12 Mds MXN) contre 920 M USD en 2018.

**L'activité industrielle s'est contractée de 2,1% g.a au mois de juin, son huitième mois de baisse.** Cette baisse est principalement due au secteur minier (-5,8%) et au secteur de la construction (-6,2%). A l'inverse, le secteur de l'électricité, de l'eau et du gaz a crû de 1,1% et l'industrie manufacturière de 0,8% sur le mois.

**Le début du mandat d'AMLO est le pire en termes de création d'emplois formels depuis celui de Vincente Fox. Sur les 8 premiers mois du mandat d'AMLO, plus de 75 500 emplois formels ont été supprimés.** Ce chiffre était de 361 000 emplois pour Vincente Fox, mais le début de son mandat a été marqué par la crise (bulle internet). Les 306 000 emplois créés entre janvier et juillet n'ont donc pas suffi à compenser les destructions d'emplois. Les secteurs des transports et de l'agriculture sont ceux qui ont créé le plus d'emplois tandis que le secteur de la construction et de l'extraction ont perdu des travailleurs.

**Le marché du travail montre des signes de faiblesse au deuxième trimestre. Le taux de chômage a atteint 3,5% de la population active (+0,2 point de pourcentage glissant annuel) et l'emploi précaire a représenté 19% des 54 millions de personnes actives selon les dernières données de l'INEGI.** En détail, cinq Etats ont créé de l'emploi : Campeche, Nayarit, Yucatan, Aguascalientes et Querétaro. A l'inverse, le Guerrero (-9000 postes), Morelos (-1500) et le Chiapas (-1229) ont perdu des emplois. Le secteur industriel et plus particulièrement de la construction, qui depuis plusieurs mois ont vu leur activité se contracter fortement, ont été les secteurs les plus touchés.

**Les flux d'investissement boursiers étrangers ont enregistré une baisse de 67% g.a sur les sept premiers mois de l'année mais restent positifs à 1,6 Md USD.** La dette souveraine a été délaissée par les investisseurs avec près de 900 M USD de flux sortants. A l'inverse, le marché des actions a enregistré des flux entrants à hauteur de 2,5 Mds USD. Cette baisse d'investissement est le résultat d'une faible croissance économique et d'un risque pays à la hausse.

**Les exportations du secteur agroalimentaire ont atteint 19,7 Mds USD au premier semestre 2019, soit une hausse de 6,1% en g.a et son plus haut niveau depuis 30 ans.** Dans le même temps, les importations sur ce secteur se sont élevées à 13,5 Mds USD soit une baisse de 1,7% g.a.

**Les importations d'essence et diesel se sont réduites de 4,3% en montant et de 2,3% en volume g.a au premier semestre 2019.** Le solde pétrolier reste cependant négatif, le montant des exportations de PEMEX ayant baissé de 7,5% sur la même période. Les entreprises privées implantées sur le marché mexicain ont quintuplé leurs importations sur le premier semestre en comparaison de la même période en 2018 et représentent aujourd'hui 12% du marché.

**Carlos Salazar, président de la confédération des principales fédérations professionnelles (CCE), a demandé au gouvernement une réforme pour numériser le processus de création d'entreprise.** Selon certains économistes, les démarches administratives excessives impactent négativement de 3% le PIB du pays.

**Selon une étude réalisée par Bank of America et Merry Lynch, les investisseurs au Mexique sont davantage préoccupés par les décisions du gouvernement que par la guerre commerciale sino-américaine.** 61% des investisseurs considèrent que le plus grand risque réside dans les décisions du gouvernement, 15% dans une dégradation de la note de Pemex, 12% dans un ralentissement de l'économie américaine et 2% dans des taxes imposées sur les importations mexicaines par les Etats-Unis.

**Le président Lopez Obrador a signé ce mercredi 14 août « l'accord de Oaxaca » avec les gouverneurs des Etats de Chiapas, Guerrero, Puebla, Veracruz, Tabasco, Quintana Roo, Yucatan et Oaxaca pour le développement social et économique des Etats du Sud.** Le président a notamment annoncé que 90% des investissements énergétiques serait réalisé dans cette région et que 22 champs pétroliers seraient exploités.

### **Finances publiques**

**Selon le Ministère des Finances, le montant de la dette contractée par les Etats et municipalités a diminué de 84% (g.a) au premier semestre 2019, la plus forte baisse depuis près de 20 ans (2001).** Cette baisse s'explique par la mise en place de la Loi de Discipline Financière entrée en vigueur début 2019. En anticipation de cette loi, les entités fédérales avaient augmenté sensiblement leur endettement (+162% en 2017 et +261% en 2018). Durant les six premiers mois de l'année, 65% des ressources contractées ont servis à financer le déficit budgétaire à court-terme tandis que seulement 23% a été dédié à l'investissement public.

**Des experts consultés par *El Financiero* estiment que la loi de finances publiques de 2020 imposera une plus grande pression fiscale et que l'objectif d'excédent budgétaire de 1% sera revu à la baisse suite aux dépenses provoquées par le plan d'aide à PEMEX et les programmes sociaux.** Le Ministère des Finances prévoit dans ses premières estimations pour l'année 2020 un excédent budgétaire de 1,3% du PIB, chiffre que les experts estiment trop optimiste.

**Le centre de recherche économique Fundar a publié un rapport dans lequel il préconise une nouvelle réforme fiscale qui permettrait notamment d'augmenter la collecte de l'impôt pour financer les nouveaux programmes**

**sociaux.** Il est mentionné qu'une éventuelle réforme devra palier les inégalités sur le paiement de l'impôt : les personnes dans la tranche de revenu la plus élevée ne paient que 11% d'impôts sur le revenu contre 35% prévu dans les textes.

### **PEMEX**

**PEMEX, qui devait initialement perdre 57% de ses sites d'exploitations pour non-respect de ses plans d'investissement, s'est vu réassigner des permis d'exploitation à titre exceptionnel par le Ministère de l'Energie.** PEMEX bénéficiera ainsi de 3 années supplémentaires pour réaliser les investissements nécessaires sur ces sites.

**L'Agence pour la sécurité, l'énergie et l'environnement (ASEA) a donné son feu vert pour la construction de la raffinerie de Dos Bocas sous certaines conditions.** La principale d'entre elles est l'interdiction d'interrompre ou perturber l'écoulement des eaux de la région. De plus, PEMEX devra s'engager dans des actions de reforestation autour du lagon de Mecocacan. Enfin, l'entreprise pétrolière devra établir un plan de protection des mangroves et de la faune locale.

**Le plan PEMEX va amoindrir sa solvabilité selon l'agence de notation Fitch.** L'agence avertit que l'objectif d'une production quotidienne de 2,7 millions de barils sera difficile à atteindre compte tenu des montants d'investissement programmés et surtout des difficultés et coûts d'exécution. La prévision d'une multiplication par 2 des revenus internes de PEMEX est également très optimiste selon Fitch.

**Sur les 6 premiers mois de l'année, le Mexique a perçu 285 M USD (5,6 Mds MXN) via des contrats pétroliers, soit une augmentation de 69% g.a selon la Commission Nationale des Hydrocarbures (CNH).**

### **Entreprises et grands contrats**

**Le directeur du groupe aéroportuaire de la ville de Mexico a assuré la mise en place d'un « écosystème aéroportuaire complet, fonctionnel et pérenne pour la ville de Mexico à la fin du sexennat ».** 255 M USD (5 Mds MXN) seront investis cette année à cet effet. Le plan consiste en l'amélioration des infrastructures existantes, l'intensification des flux sur l'aéroport de Toluca et l'inauguration de l'aéroport de Santa Lucia qui pourra accueillir jusqu'à 20 M de passagers annuel. Pour rappel, l'aéroport international de Mexico (AICM) regroupe 32% des passagers du pays et a vu son trafic augmenter au premier semestre 2019 de 6,4% g.a malgré sa saturation.

**Le consortium composé des entreprises mexicaines Key Capital, Sermex, Daniferrotools et Geotecnia et Technical Supervision a remporté le premier appel d'offre national pour le développement du Train Maya.** Le contrat, d'un montant de 18 M USD (346 M MXN) portera sur l'ingénierie de base du projet de ligne ferroviaire de 1470 kilomètres.

<b>Indicateur</b>	<b>Variation hebdomadaire</b>	<b>Variation sur un an glissant</b>	<b>Niveau du 14/08/2019</b>
Bourse (IPC)	-1,05%	-20,4%	38 463 points
Taux de change USD/Peso	+0.25%	+3,52%	19,68 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,32%	+0,74%	21,92 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+0,33%	-16,24%	50,86 USD

## Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

**Durant le premier semestre 2019, le taux de croissance du Costa Rica s'est établi à 1,6%, soit 1,6 point de pourcentage inférieur au taux de croissance du premier semestre 2018.** Le secteur le plus touché par ce ralentissement est celui de la construction, qui accumule 7 mois consécutifs de décélération, dont une baisse en juin 2019 de 14,3% g.a.

**L'inflation s'est accélérée pour atteindre 3% en juillet 2019.** Les produits agricoles et les services ont montré la plus importante variation mensuelle à la hausse.

## Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

**Le conservateur Alejandro Giammattei du parti Vamos remporte l'élection présidentielle au Guatemala face à l'ex-première dame Sandra Torres (parti UNE), par 58% des voix contre 42%.** Il succédera au président sortant, Jimmy Morales, le 14 janvier 2020. Ce second tour de l'élection présidentielle a notamment été marqué par une forte hausse de l'abstention (58% contre 44% en 2015). Le programme du nouveau président élu s'appuie sur 4 piliers : le développement social (ramener le taux de pauvreté à 50%, soit une réduction de 10 points de pourcentage), la gouvernabilité et la sécurité, la transparence et la lutte contre la corruption, ainsi que le renforcement des relations internationales. De nombreux analystes voient en Giammattei une continuité du gouvernement Morales, un point souligné par l'agence de notation américaine Fitch Ratings qui, à l'issue du second tour, a maintenu sa note BB avec perceptible négative pour le Guatemala.

**Sous la pression du secteur privé, le Président guatémaltèque Jimmy Morales, annonce la reprise des négociations pour un traité de libre-échange avec la Corée du Sud. Selon lui, l'accord pourrait être signé avant la fin de l'année 2019.** Des premières négociations entre les autorités guatémaltèques et sud-coréennes avaient initialement échoué, laissant le Guatemala en dehors du traité de libre-échange de la Corée du Sud avec 5 pays d'Amérique centrale. Avec 360,6 M USD d'échanges, le Guatemala est aujourd'hui le principal partenaire commercial de la Corée du Sud du CA-4 (Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador).

**Les principales entreprises mondiales du transport maritime (Maersk, Hamburg Sud, MSC, CMA-CGM, Hapag-Lloyd et Sea Trade) cessent de desservir le Port Santo Tomás de Castilla et n'opéreront ainsi plus l'unique route maritime directe reliant l'Europe et le Guatemala.** Les armateurs déplorent entre autres le manque d'efficacité du port et des déficiences en matière d'infrastructures et d'équipements portuaires. Les importations et exportations guatémaltèques depuis et vers le Vieux Continent transiteront désormais par le Port Moín au Costa Rica. Plus de 3,7 millions de tonnes de marchandises ont transité au premier semestre 2019 par Empornac, le 2<sup>ème</sup> port le plus important du pays après le Port Quetzal situé sur la côte Pacifique.

## Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

**Le Honduras devient le 3<sup>ème</sup> exportateur de melon d'Amérique Latine derrière le Guatemala et le Brésil.** Avec plus de 110 M USD de recettes d'exportation (281 000 tonnes, +6%) pour la récolte 2018-2019, le pays dépasse désormais le Mexique. Les ventes en valeur ont progressé de +53% (g.a). Cette hausse s'explique en partie par la conquête de nouveaux marchés, notamment en Asie (Japon, Taïwan, Dubaï et Singapour) et au Mexique.

**Le Honduras fait face à de nouvelles vagues de contestations avec une opposition qui réclame toujours le départ du Président Juan Orlando Hernández.** De nombreux incidents violents ont éclaté en marge des manifestations dans les grandes villes du pays ces derniers jours. Le président hondurien est soupçonné par la justice new-yorkaise d'entretenir des liens avec les narcotrafiquants. La réélection en 2017 de Juan Orlando Hernández a également été entachée de soupçons de fraudes. Selon le Collège Hondurien des Economistes (CHE), les protestations dans le pays freinent l'activité économique et empêcheront d'atteindre l'objectif de taux de croissance fixé entre 3,5% et 3,6% pour 2019.

## Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

D'après la Banque centrale du Nicaragua, le portefeuille de crédits des banques du pays a atteint 4 Mds USD au premier semestre 2019, soit une chute de 20% par rapport à la même période en 2018. Avec plus de 2,2 Mds USD (- 23,4% en g.a), les crédits au secteur privé représentent 57% du total. Suivent ensuite les crédits à la consommation (1 Md USD ; -22,5% ; 26,1%) et les prêts immobiliers (664,6 MUSD ; -2,8% ; 16,9%).

Les ventes à l'international des entreprises du secteur textile ont généré 840 M USD au premier semestre 2019, soit une hausse de 15% g.a. Selon l'Asociación Nicaragüense de la Industria Textil y de Confección (Anitec), cette hausse s'explique principalement par une augmentation des prix sur les marchés internationaux (notamment aux Etats-Unis, leur principal client - 90% des ventes) et une légère progression du volume exporté.

## Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Après deux ans de croissance, la Zone Franche de Colon enregistre pour sur les cinq premiers mois de l'année 2019 une baisse de ses opérations de 12,2% g.a. Cette baisse s'explique en partie par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Le Ministre des affaires du Canal de Panama, Aristides Royo, a présenté devant l'Assemblée Nationale le budget du Canal pour l'année fiscale 2020, qui devrait s'établir à 3,3 Mds USD. Les revenus issus du Canal devraient quant à eux augmenter de 133,7 M USD en 2020.

## Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Président salvadorien Nayib Bukele envisagerait de suspendre le projet controversé de centrale hydroélectrique El Chaparral (67,4 MW) dont les travaux de construction ont commencé il y a plus de 10 ans. Le coût du projet, initialement de 219 M USD (financé à hauteur de 75% par la BCIE), a plus que triplé pour atteindre aujourd'hui 700 M USD.

## CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

### Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le Gouvernement Jamaïcain a annoncé un plan d'aide de 15 M USD pour aider les agriculteurs touchés par la sécheresse qui sévit actuellement dans le pays. 5 600 agriculteurs ont été affectés, principalement dans la culture des légumes, condiments et tubercules.

### République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'activité économique a progressé de 5,1% sur les cinq premiers mois de l'année malgré un ralentissement de l'investissement privé. L'inflation interannuelle s'est quant à elle établie à 0,92% soit en dessous de la cible de 4% (+/- 1%) de la banque centrale.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a annoncé le financement à hauteur de 250 M USD de la construction du barrage du Monte Grande. Le prêt a été négocié sur 15 ans avec un taux de 2,5%. Le barrage, une fois achevé, aura un volume annuel de 850 millions de mètres cubes et aura pour but d'irriguer 700 000 parcelles agricoles et de contrôler l'approvisionnement en eau.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.